N°167 du 23 novembre 2026 Prix : **500 F**

FUNÉRARIUM SAINT PIERRE
Morgue, thanatopraxie, toilette, mise en bière, chapelle, corbillard, crémation, expertise médico-légale, conseils...
(+228) 91 64 72 72 / 99 64 15 15
FUNÉRARIUM
24 h/24 7 j/7

TARIFICATION DES PRESTATIONS

Conservation du corps

Période	Nombre de jours	Tarif/jour	Montant
Du 1er au 7e jour	7 jours	Forfait	15 000 FCFA
Du 8e au 15e jour	8 jours	6 000	48 000 FCFA
Du 16e au 30e jour	15 jours	7 000	105 000 FCFA
À partir du 31e jour	N jours	10 000	N × 10 000 FCFA

Autres prestations

Formalisation du corps	35 000 FCFA
Toilette mortuaire	35 000 FCFA
Housse individuelle de conservation	30 000 FCFA
Exposition du corps (moins de 15 min)	Gratuit
Exposition du corps (15 min à 1 heure)	20 000 FCFA
Location de la chapelle (une heure)	50 000 FCFA
Location de catafalque réfrigéré	100 000 FCFA

Localisation
Venant de Lomé, prendre à droite la voie bitumée, à **200 mètres** après l'échangeur d'Agoè-Nyivé, entre CECO et l'hôpital Dogta-Lafié.

Honorer la mémoire, accompagner la famille

CLUB SANTÉ SOS DOCTEUR TV
LANCEMENT DE LA PLATEFORME DE GAMIFICATION DES CLUBS SANTÉ SOS DOCTEUR TV
SCANNEZ POUR CRÉER VOTRE COMPTE
Jouez aux quiz et tentez de gagner*
1 MILLION DE F CFA
Être membre d'un Club Santé enregistré et actif sur le site.

La Nouvelle République
Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement



PAIX EN AFRIQUE

Page 3

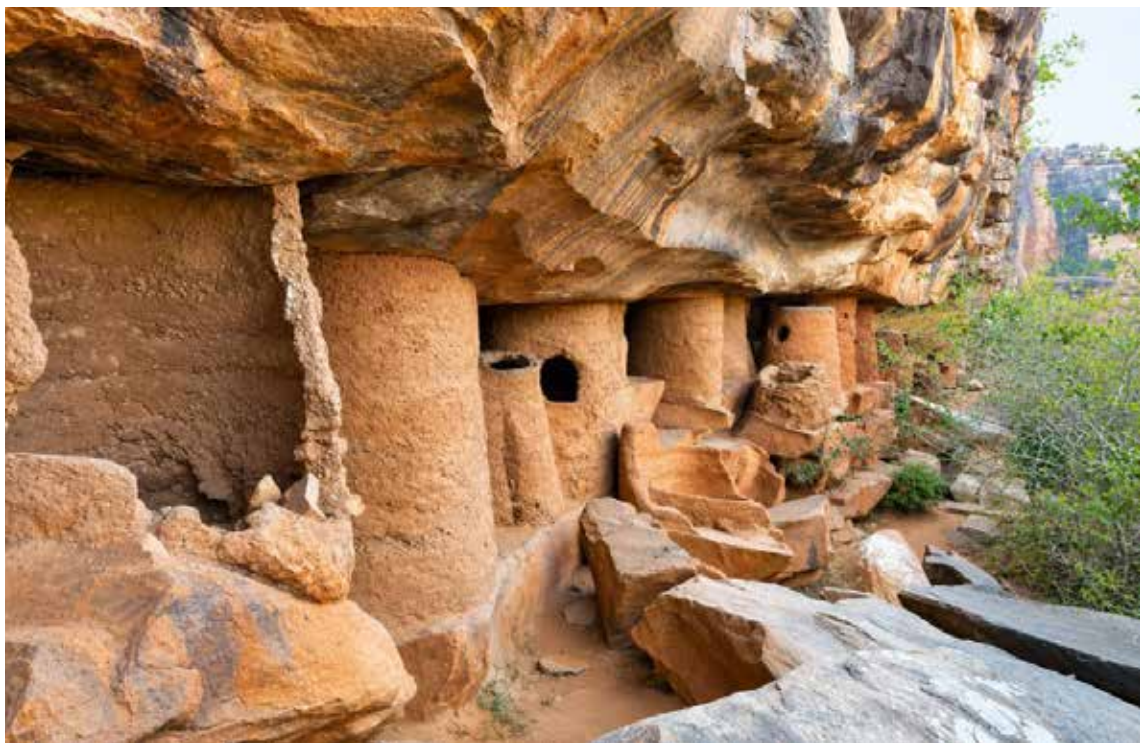
Faure Gnassingbé sur tous les fronts diplomatiques

- *À Oyo, quatre dirigeants autour d'une ambition commune*
- *Le rapprochement entre Kinshasa et Nairobi prend forme*

TOGO MON BEAU PAYS N°009

«Les grottes de Nok», un trésor caché dans les falaises

Dans les falaises du nord du Togo, des constructions anciennes occupent des endroits où l'on s'attendrait difficilement à trouver des réserves alimentaires. Ce sont les greniers des grottes de Nok, dans la région des Savanes. Leur emplacement, au creux des parois rocheuses, raconte une histoire singulière : celle de populations qui avaient trouvé dans la montagne un moyen de protéger leurs récoltes et de se mettre à l'abri des attaques.



Situé dans les environs de Boumbouaka, le site surprend autant par son relief que par les traces d'occupation humaine qu'il conserve. Les greniers, construits avec des matériaux disponibles localement, témoignent d'une remarquable capacité d'adaptation à un environnement difficile.

Quand la roche devenait un refuge

Autrefois, les habitants de cette partie du territoire devaient composer avec l'insécurité provoquée notamment par les conflits et les razzias. Les cavités naturelles leur offraient des abris difficiles d'accès, tandis que les greniers permettaient de conserver les céréales à distance des pillards.

Leur construction reposait sur des techniques traditionnelles associant terre, pierre et paille. L'organisation des espaces de stockage répondait à une nécessité concrète : disposer de provisions même lorsque les villages étaient menacés.

Ces installations montrent comment les populations avaient intégré les particularités du relief à leurs stratégies de protection.

Un patrimoine qui traverse les générations

Aujourd'hui, les greniers constituent les témoins d'une période de l'histoire locale. Leur intérêt ne tient pas uniquement à leur ancienneté. Ils renseignent également sur les habitudes alimentaires, les techniques de construction et les conditions de vie des communautés qui les utilisaient.

Les grottes conservent par ailleurs une dimension spirituelle pour certaines populations riveraines, qui les associent aux traditions ancestrales.

Avec les sites de Mamproug, Kouba et Bagou, Nok figure depuis décembre 2021 sur la Liste indicative du patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette reconnaissance préliminaire souligne l'intérêt culturel de l'ensemble, sans constituer une inscription définitive au patrimoine mondial. La conservation des vestiges reste cependant une préoccupation. En mai 2024, une initiative locale de restauration de deux greniers endommagés a été lancée avec un appui du Fonds national de promotion culturelle.

Une autre manière de découvrir le Togo

Pour les visiteurs, les grottes de Nok offrent une découverte qui associe paysages rocheux et histoire des communautés. Les falaises dominant la savane donnent au site un caractère particulier, tandis que les anciens greniers permettent de comprendre comment ces espaces naturels étaient autrefois utilisés.

Cette destination mérite une place dans les circuits de tourisme culturel, à condition que sa fréquentation respecte la fragilité des constructions et les traditions locales.

À Nok, ce ne sont pas de grands monuments qui racontent le passé, mais de modestes greniers installés dans la roche. Leur présence suffit à rappeler comment des communautés ont organisé leur protection et leur subsistance dans une région longtemps confrontée à l'insécurité.

Clubs Santé SOS Docteur TV

Les associations de parents d'élèves entrent en jeu

L'ONG AIMES-AFRIQUE et l'Union togolaise des associations des parents d'élèves (UTAPE) ont signé, samedi 21 novembre 2026 à Lomé, une convention de partenariat de trois ans autour des Clubs Santé SOS DOCTEUR TV.

L'accord prévoit de s'appuyer sur les associations de parents d'élèves pour faire connaître le programme auprès des familles et encourager la participation des jeunes aux activités.

Signée par le Docteur Serge Michel Kodom, président fondateur d'AIMES-AFRIQUE, et Sitsopé Tamekloé, présidente du conseil d'administration de l'UTAPE, la convention formalise une collaboration déjà engagée dans plusieurs régions, où des représentants de l'Union ont participé à des activités du programme. « Les parents d'élèves aujourd'hui sont à nos côtés », a déclaré le Docteur Kodom.

Le rôle des familles

Le partenariat donne aux associations de parents un rôle de relais entre les établissements et les familles. Leur participation doit permettre de prolonger à la maison les échanges engagés dans les clubs, notamment sur la santé sexuelle et reproductive. « Le parent est le premier éducateur de son enfant », a rappelé Sitsopé Tamekloé, qui a également insisté sur le soutien moral dont les jeunes ont besoin. Le programme entend aussi faciliter les rencontres avec des professionnels des entreprises et de l'administration. Ces échanges doivent



permettre aux élèves de découvrir différents parcours et de trouver d'autres repères face à la pression des réseaux sociaux. « Travailler sur l'éducation non formelle constitue une réforme majeure », a estimé Dr Kodom.

Par ailleurs, l'UTAPE souhaite que les jeunes en formation professionnelle puissent également bénéficier des activités du programme. « Je souhaiterais que les clubs de santé puissent aller au-delà des écoles, mais puissent aller aussi dans les centres d'apprentissage », a indiqué Sitsopé Tamekloé. La présidente de l'Union a aussi cité les écoles techniques parmi les établissements susceptibles d'accueillir ces activités.

Créés à l'initiative d'AIMES-AFRIQUE, les Clubs Santé SOS DOCTEUR TV proposent aux élèves des activités de sensibilisation à la santé et à la prévention . Le programme s'articule autour de sept axes qui associent l'éducation à la santé, le bien-être des jeunes et les activités en dehors des cours. Les élèves peuvent tester leurs connaissances en santé publique avec le jeu de l'Académie Génie Imhotep, produire des émissions diffusées sur SOS Docteur TV et participer à des activités sportives et culturelles. Les clubs abordent aussi la santé sexuelle, la santé mentale et le cadre de vie. Le dispositif prévoit enfin du mentorat entre pairs, des bourses d'excellence pour les meilleurs bacheliers et le parrainage d'élèves orphelins

PAIX EN AFRIQUE

Faure Gnassingbé sur tous les fronts diplomatiques

- *À Oyo, quatre dirigeants autour d'une ambition commune*
- *Le rapprochement entre Kinshasa et Nairobi prend forme*

De Kinshasa à Kigali, de Lomé à Oyo, le président du Conseil togolais multiplie les démarches diplomatiques depuis sa désignation comme médiateur de l'Union africaine dans la crise à l'est de la RDC. Le sommet quadripartite du 22 novembre 2026, qui a débouché sur des engagements de rapprochement entre la RDC et le Kenya, illustre cette activité diplomatique. Mais au-delà des avancées obtenues autour des tables de négociation, la consolidation de la paix reste tributaire de la mise en œuvre des engagements pris.



Le rapprochement diplomatique engagé entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Kenya à l'issue du sommet quadripartite d'Oyo, le 22 novembre 2026, constitue un nouveau développement dans les efforts africains de règlement des tensions régionales. Sous la facilitation du président congolais Denis Sassou N'Guesso et avec la médiation de Faure Essozimna Gnassingbé, les présidents Félix Tshisekedi et William Ruto ont convenu de privilégier le dialogue, d'envisager le retour de leurs ambassadeurs et de renforcer leur coopération. Une évolution qui replace le président du Conseil togolais au centre d'une séquence diplomatique engagée depuis avril 2025.

Ce résultat ne signifie pas que les différends entre Kinshasa et Nairobi sont définitivement surmontés. Il montre cependant qu'une concertation directe demeure possible entre des dirigeants dont les relations ont été affectées par les tensions dans la région des Grands Lacs. Pour Faure Gnassingbé, la rencontre d'Oyo prolonge une mission qui, au fil des mois, l'a conduit à multiplier les consultations et à travailler avec plusieurs acteurs africains pour rechercher des solutions politiques à des crises profondément enracinées.

Une médiation engagée dans un contexte difficile

La désignation de Faure Gnassingbé comme médiateur de l'Union africaine, en avril 2025, intervient à un moment particulièrement délicat pour la région des Grands Lacs. Dans l'est de la RDC, les affrontements impliquant notamment la rébellion AFC/M23 aggravent une situation humanitaire déjà préoccupante. Les accusations portées par Kinshasa contre Kigali entretiennent parallèlement une confrontation diplomatique qui dépasse les frontières congolaises.

Le président du Conseil togolais prend alors le relais du président angolais João Lourenço dans la conduite de la médiation africaine. Sa mission consiste à poursuivre les démarches de dialogue entre la RDC et le Rwanda, tout en favorisant la coordination des initiatives engagées par différents partenaires.

Les premières consultations le conduisent auprès de plusieurs dirigeants de la région. Kinshasa, Kigali, Kampala et Luanda figurent parmi les capitales concernées par cette activité diplomatique. Ces échanges permettent de maintenir des canaux de communication avec des responsables dont les décisions influencent directement l'évolution de la crise.

La complexité du dossier tient à la diversité des intérêts en présence. Les préoccupations sécuritaires du Rwanda, les exigences de souveraineté exprimées par la RDC, la présence de groupes armés et les déplacements massifs de populations rendent difficile la recherche d'un compromis acceptable par toutes les parties. La médiation doit donc avancer sur plusieurs fronts, sans disposer à elle seule des moyens d'imposer l'application d'un éventuel accord.

Lomé, un point de convergence diplomatique

Le 17 mai 2025, Lomé accueille une réunion de coordination réunissant le médiateur togolais et plusieurs anciens dirigeants africains associés aux efforts de facilitation. Cette rencontre répond à une nécessité : rapprocher les différentes initiatives de paix pour éviter que leur multiplication ne complique davantage les négociations.

Les anciens présidents Olusegun Obasanjo, Uhuru Kenyatta, Catherine Samba-Panza, Sahle-Work Zewde et Mokgweetsi Masisi participent à ce dispositif africain. Leur expérience diplomatique doit contribuer à soutenir les consultations et à rechercher des positions susceptibles de rapprocher les parties.

La démarche de Lomé met en évidence une caractéristique importante de la médiation de Faure Gnassingbé. Son rôle ne se résume pas aux rencontres bilatérales. Il comprend également un travail de coordination destiné à maintenir une cohérence entre plusieurs processus diplomatiques.

En parallèle, les négociations conduites sous d'autres auspices se poursuivent. Washington accueille des discussions entre la RDC et le Rwanda, tandis que Doha devient un cadre de dialogue entre Kinshasa et l'AFC/M23. Ces initiatives distinctes témoignent de la mobilisation internationale autour de la crise congolaise, mais soulèvent aussi la question de leur complémentarité.

La signature de différents engagements en 2025 entretient l'espoir d'une désescalade. Elle ne suffit pourtant pas à faire disparaître les difficultés d'application ni les désaccords persistants sur le terrain. Pour la médiation africaine, le défi consiste à accompagner les progrès diplomatiques tout en maintenant l'attention sur les réalités sécuritaires et humanitaires.

Oyo, une avancée diplomatique à consolider

Le sommet quadripartite du 22 novembre 2026 apporte une illustration concrète de cette diplomatie de concertation. En réunissant Félix Tshisekedi et William Ruto autour de Denis Sassou N'Guesso et de Faure Gnassingbé, la rencontre a permis d'aborder directement les différends qui ont affecté les relations entre la RDC et le Kenya. Le retour envisagé des ambassadeurs constitue le résultat le plus visible des discussions.

Cette évolution prend tout son sens lorsqu'on revient sur les origines du désaccord. En décembre 2023, Kinshasa avait rappelé son ambassadeur au Kenya après des tensions liées aux activités politiques de l'opposition armée congolaise à Nairobi. La crise avait ainsi affecté les relations entre deux pays pourtant appelés à coopérer dans plusieurs organisations régionales.

À Oyo, les deux dirigeants ont choisi de rétablir des mécanismes de dialogue. Ils ont également exprimé leur volonté de renforcer leur coopération au sein de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté d'Afrique de l'Est. Cette orientation montre que le rapprochement recherché dépasse la seule résolution d'un différend politique. Il vise à rétablir des relations de travail entre deux États dont la coopération compte pour la stabilité régionale.

Le rôle attribué à Faure Gnassingbé dans cette séquence a été explicitement reconnu par les participants. Félix Tshisekedi et William Ruto ont salué la facilitation de Denis Sassou N'Guesso et la médiation du président du Conseil togolais. Cette reconnaissance donne une visibilité particulière à l'intervention diplomatique togolaise. Elle ne permet cependant pas d'attribuer à un seul acteur l'ensemble des progrès enregistrés, le résultat reposant aussi sur la volonté des deux dirigeants concernés de renouer le dialogue.

La paix se mesure au-delà des sommets

L'expérience des crises africaines rappelle que les accords politiques, même obtenus au plus haut niveau, ne produisent pas automatiquement leurs effets sur le terrain. Leur application suppose une continuité des échanges, des mécanismes de suivi et, surtout, une volonté durable des parties de respecter leurs engagements. Le rapprochement entre Kinshasa et Nairobi devra donc être apprécié à partir de décisions concrètes : retour effectif des ambassadeurs, reprise des échanges institutionnels et maintien d'un dialogue régulier.

Il importe également de distinguer cette avancée diplomatique de la crise sécuritaire qui continue d'affecter l'est de la RDC. Le rétablissement des relations entre deux États peut contribuer à améliorer le climat régional, mais il ne règle pas, à lui seul, les questions relatives aux groupes armés, aux déplacements de populations et aux désaccords entre Kinshasa et Kigali. La médiation confiée à Faure Gnassingbé conserve ainsi toute sa complexité.

L'intérêt du sommet d'Oyo réside précisément dans cette articulation entre une avancée bilatérale et une ambition régionale plus large. En réduisant une source de tensions entre la RDC et le Kenya, les dirigeants concernés peuvent créer des conditions plus favorables à leur coopération. Mais le passage d'un climat diplomatique apaisé à une stabilité durable exige encore des efforts politiques et sécuritaires.

Pour le président du Conseil togolais, les prochains développements permettront de mieux apprécier la portée de cette activité diplomatique engagée depuis avril 2025. La multiplication des consultations témoigne de la continuité de son implication ; les résultats, eux, devront être évalués au regard des engagements appliqués et des améliorations effectivement constatées.

De Kinshasa à Kigali, de Lomé à Oyo, le parcours diplomatique de Faure Gnassingbé révèle finalement la difficulté d'une mission où les avancées se construisent souvent progressivement. Le sommet quadripartite offre une perspective de rapprochement pour les relations entre la RDC et le Kenya, sans effacer les incertitudes qui entourent la paix dans les Grands Lacs.

La table d'Oyo aura permis de renouer le dialogue. Il appartient désormais aux États concernés de lui donner une traduction durable, afin que les engagements diplomatiques puissent contribuer à une paix dont les populations africaines attendent des résultats tangibles.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli
Directeur Général
BLIVI Kpakpo
Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji
Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou
Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

UNIVERSITÉ DE DATCHA

AIMES-AFRIQUE lance la plateforme dédiée à la gamification et à la valorisation des activités des Clubs Santé SOS Docteur TV

Les Clubs Santé SOS Docteur TV disposent désormais d'un site internet, www.clubsante.org, dévoilé samedi 21 novembre 2026 à Lomé par AIMES-AFRIQUE. La plateforme permet aux élèves de suivre les activités de leur club et de tester leurs connaissances en ligne. Le jeu éducatif présenté lors du lancement est assorti d'un tirage national dont le gagnant recevra un million de francs CFA.



Un espace commun pour les clubs

Jusqu'ici, les documents du programme circulaient sur papier, les photos restaient sur les téléphones et certaines informations se transmettaient de bouche à oreille. « Il nous manquait un espace commun accessible à tous, à tout moment, depuis n'importe quelle localité du pays », a expliqué le Dr Serge Atassé Koffi lors de la présentation du site.

La plateforme rassemble ces ressources et permet de repérer les clubs sur une carte des sept régions éducatives du Togo. Les encadreurs peuvent consulter les documents du programme dans une bibliothèque en ligne. Les familles ont accès à l'agenda, à la galerie et aux résultats du championnat national. Une rubrique magazine donne aux élèves un espace pour publier leurs contributions.

Cette organisation numérique vise à faciliter le partage d'informations entre les établissements, les encadreurs et les familles, tout en donnant davantage de visibilité aux activités réalisées par les élèves.

Le niveau 5 ouvre l'accès au tirage national

Le jeu propose des questions chronométrées et attribue un badge à chaque niveau validé. En cas d'échec, les élèves peuvent rejouer dans la limite de sept tentatives par jour. Des tirages trimestriels sont prévus pour les quatre premiers niveaux. Les lots annoncés vont des fournitures scolaires aux tablettes et aux ordinateurs portables.

La validation du niveau 5 donne droit à une certification qui permet de participer au tirage national. Celui-ci se tiendra une seule fois, à la fin de l'année scolaire, et désignera un seul gagnant. AIMES-AFRIQUE a présenté le site le jour de la signature d'une convention de trois ans avec l'Union togolaise des associations des parents d'élèves (UTAPE). L'accord vise à faire connaître les activités des clubs auprès des familles et à encourager la participation des élèves. Créés à l'initiative d'AIMES-AFRIQUE, les Clubs Santé SOS DOCTEUR TV proposent aux élèves des activités de sensibilisation à la santé et à la prévention. Le programme s'articule autour de sept axes qui associent l'éducation à la santé, le bien-être des jeunes et les activités en dehors des cours. Les élèves peuvent tester leurs connaissances en santé publique avec le jeu de l'Académie Génie Imhotep, produire des émissions diffusées sur SOS Docteur TV et participer à des activités sportives et culturelles.

Les clubs abordent aussi la santé sexuelle, la santé mentale et le cadre de vie. Le dispositif prévoit enfin du mentorat entre pairs, des bourses d'excellence pour les meilleurs bacheliers et le parrainage d'élèves orphelins.

Le développement de ces activités s'inscrit dans une démarche plus large de sensibilisation à la santé et à la prévention en milieu scolaire.

CYBERSÉCURITÉ

« Ce n'est plus une question réservée aux spécialistes, mais une affaire de tous », martèle Cina Lawson

« Il est nécessaire d'établir un cadre propice à la lutte efficace contre la cybercriminalité et à la promotion de la culture de la cybersécurité, tout en renforçant la coopération entre acteurs en la matière. Car ce n'est plus une question réservée aux spécialistes, mais une affaire de tous. »



Ces propos de Cina Lawson, ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique, traduisent une préoccupation grandissante : la protection du cyberespace ne peut plus reposer uniquement sur les experts informatiques.

La ministre s'exprimait le 19 novembre 2026 à Lomé, lors de l'ouverture de la première édition du Togo Cyber Arena, une initiative de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy).

Une responsabilité qui dépasse les spécialistes

Entreprises, administrations, établissements scolaires et simples utilisateurs sont désormais concernés par les risques liés aux usages numériques. La prévention suppose donc une meilleure connaissance des menaces et l'adoption de comportements responsables. Pendant deux jours, le Togo Cyber Arena a réuni des professionnels, des institutions et des jeunes autour de démonstrations techniques, d'ateliers et d'échanges consacrés à la sécurité des systèmes informatiques.

Une compétition impliquant 40 jeunes Togolais a également permis de mettre leurs compétences à l'épreuve face à des défis de cybersécurité. Pour le directeur général de l'ANCy, le commandant Gbota Gwaliba, la priorité demeure le renforcement des capacités nationales de prévention et de réaction face aux attaques informatiques.

Cette mobilisation s'inscrit dans la stratégie nationale de cybersécurité adoptée en 2024, qui prévoit notamment la formation des utilisateurs, la protection des infrastructures sensibles et l'amélioration des mécanismes de réponse aux incidents.

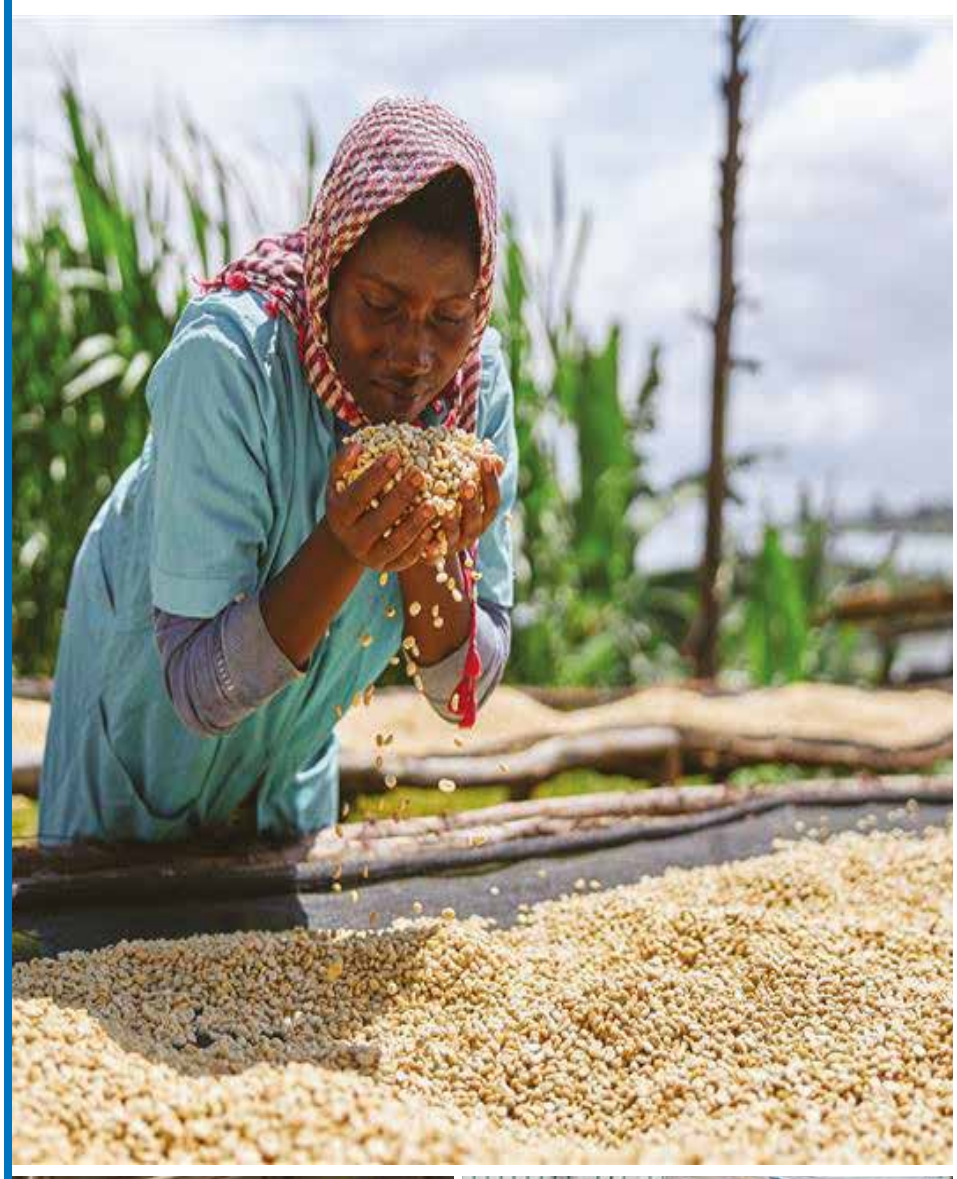
Le message porté par Cina Lawson place ainsi la vigilance individuelle et la coopération entre acteurs au cœur de la sécurité numérique nationale.

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP

ARISE
INTEGRATED INDUSTRIAL PLATFORMS

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE

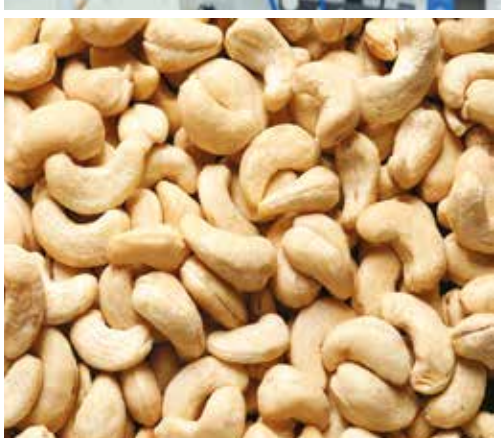














TAS · FHC MEDICA · DONGACO TOGO S.A · O.D.I.L · R-LOGISTIC · BB · nutriSource · GENERAL & DOP COSMETICS

Togo organics & naturals · Togo SOJA Transformation Locale du Soja · spiro · VAN VLIET · STAR A Komar company · CMDT Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles · VIVACE GROUP · Ba & Bé Consortium · novarea TEXTILES TOGO

CBM TOGO | China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU) 中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

TOGO-RUSSIE

Lomé envoie ses fonctionnaires se former à Moscou

C'est une nouvelle étape dans le rapprochement entre Lomé et Moscou. Et elle se joue dans les salles de cours.

Mi-décembre, des agents de l'administration publique togolaise suivront une formation d'une semaine à Moscou, à l'Académie présidentielle russe d'économie nationale et d'administration publique, la RANEPA. L'information est rapportée par l'agence African Initiative, proche du Kremlin.

Les agents concernés, issus de plusieurs ministères, ont déjà été reçus à Lomé par l'association Alternative russo-togolaise (ART), également liée au pouvoir russe, pour préparer leur départ.

Cette formation fait partie d'un nouveau cadre de coopération lancé entre le Togo et la Russie. Un cadre qui ne se limite plus aux déclarations diplomatiques, mais qui entre désormais dans le concret : former les hommes et les femmes qui font tourner l'État.

Parce que la RANEPA n'est pas une université ordinaire. C'est la fabrique des cadres de l'État russe.

Avec environ 180 000 étudiants, c'est l'une des plus grandes universités de Russie. Son siège



est à Moscou, mais elle dispose d'un vaste réseau d'antennes régionales. Elle est la référence en matière de politiques publiques, d'administration publique et de management.

C'est là que se forment, en continu, une grande partie des fonctionnaires et des responsables régionaux russes, y compris les gouverneurs.

L'académie est aussi ouverte sur l'international. Elle accueille plus de 2 500 étudiants étrangers venus de 60 pays. Elle est dirigée depuis juillet 2023 par le recteur Alexeï Komissarov.

En envoyant ses fonctionnaires à la RANEPA, le Togo fait un choix stratégique. Celui d'aller chercher une autre école d'administration, une autre expérience de l'État, un autre regard sur la gouvernance.

Après des décennies de coopération tournée vers d'autres partenaires, Lomé diversifie ses alliances. Et la formation des cadres en est désormais l'un des terrains les plus visibles.

Mi-décembre, à Moscou, des fonctionnaires togolais vont s'asseoir sur les bancs où se forment les gouverneurs russes. C'est plus qu'une formation. C'est un signal diplomatique.

Prudence AFANOU

TOGO

Quand le marché respire, le ménage respire

Il suffit d'aller au marché pour comprendre. Les étals sont pleins. Le maïs est là. L'igname est là. Les légumes sont là. Et pour une fois, la ménagère ne repart pas avec le cœur serré.

Ce qui se joue en ce moment au Togo, ce n'est pas une simple baisse de prix. C'est un soulagement. Un vrai.

Le panier est moins cher, et ça se voit

En septembre, les prix des produits alimentaires ont reculé de 3 %. L'indice harmonisé des prix à la consommation est passé de 106,7 en juillet à 104,6, soit -2,0 %. C'est la première baisse depuis octobre 2025. Et c'est l'alimentation qui tire la baisse vers le bas, avec -5,9 %.

Regardons les chiffres qui comptent vraiment, ceux du marché :

Le maïs, qui nourrit le pays, est à 155 francs CFA le kilogramme en moyenne. C'est 54 % de moins qu'il y a un an. Un sac qui coûtait le double ne coûte plus que la moitié.

L'igname baisse de 29,1 %. Les tomates importées chutent de 52,1 %, les tomates locales de 31 %. La salade verte de 42,7 %, le piment vert de 39,3 %, le poivron frais de 27,9 %. Le riz importé recule de 7 %, le riz local de 5,1 %.

Même le foufou et l'ayimolou, les plats du quotidien, coûtent 2 à 6 % moins cher. Le bois de chauffe baisse de 3,8 %, le charbon de 2,2 %.

Pour une famille, ce ne sont pas des statistiques. Ce sont des repas en plus. Des inquiétudes en moins.

Derrière la baisse, une production qui tient

Un prix ne baisse durablement que si la production suit. Et au Togo, elle suit.

De 1,26 million de tonnes en 2019, la production céréalière est passée à 1,56 million de tonnes en 2024. Le pays couvre désormais 153 % de ses besoins alimentaires, contre 138 % en 2016, avec un excédent de plus de 1,37 million de tonnes.

Résultat : la sous-alimentation est passée de 16,1 % à 9,1 %

Et ce n'est pas fini. La production 2025 est estimée à près de 1,7 million de tonnes. Pour 2026-2027, Fews Net prévoit 1 955 893 tonnes, soit 25,2 % de plus que la moyenne des cinq dernières années.

Ce que l'État a mis sur la table

Cette abondance n'est pas tombée du ciel. Elle a été préparée.

D'abord les intrants : 85 000 tonnes d'engrais prévues pour 2025-2026, 9 % de plus que la campagne précédente, plus 3 809 tonnes de semences vivrières pour 2026. En deux ans, ce sont déjà 6 768,8 tonnes de semences et 111 373 tonnes d'engrais distribués.

Ensuite les machines : l'Agence de transformation agricole, créée en 2022, a soutenu 19 574 producteurs en 2024. À Dankpen, 12 tracteurs et 12 motoculteurs ont été remis en février. Et un financement de 108,3 millions d'euros doit permettre d'acquérir 2 126 tracteurs-remorques, 1 020 unités de semis et de récolte, 930 unités d'irrigation.

Enfin les terres : les Zones d'aménagement agricole planifiées d'excellence sont passées de 19 à 99 entre 2023 et 2025.

Le vrai défi commence maintenant

Pour un ménage, un prix qui baisse, c'est la fin du mois qui devient moins dure. C'est la période de soudure qui fait moins peur. C'est le marché où l'on choisit au lieu de compter.

Le Togo a réussi à produire plus, pour vendre moins cher. Il doit maintenant réussir à tenir dans la durée.

Parce qu'un marché qui respire, c'est un pays qui respire.

Prudence AFANOU

MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Le Togo, 2ème champion de l'UEMOA

Au Togo, le mobile money n'est plus une mode. C'est devenu un réflexe. Un outil du quotidien. Et les chiffres le prouvent.

En 2025, le pays affiche un taux d'activité de 54,48 % sur ses portefeuilles électroniques. C'est le deuxième taux le plus élevé de toute l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'UEMOA. Loin devant la moyenne régionale de 32,56 %. Seule la Guinée-Bissau fait mieux, avec 60,67 %. Le Togo devance même le Burkina Faso, à 50,36 %.

Autrement dit, au Togo, on n'ouvre pas seulement un compte mobile money. On l'utilise. Vraiment.

5,69 millions de comptes qui vivent

Sur les 10,45 millions de comptes recensés en 2025, près de 5,69 millions ont été considérés comme actifs. C'est-à-dire qu'ils ont enregistré au moins une transaction au cours des 90 derniers jours, selon la définition de la BCEAO.

La nuance est essentielle. Avoir un compte, c'est une chose. S'en servir, c'en est une autre. Et c'est précisément ce que mesure le taux d'activité.

Le Togo concentre 6,14 % de l'ensemble des comptes actifs de l'UEMOA, alors qu'il ne représente que 3,67 % des comptes ouverts dans l'Union. Le pays pèse donc beaucoup plus dans les usages réels que dans les simples inscriptions.

Attention, cela ne veut pas dire que 5,69 millions de Togolais utilisent le mobile money. Un même client peut détenir plusieurs portefeuilles chez différents prestataires. Mais cela veut dire une chose : l'intensité d'utilisation est réelle, soutenue, ancrée.

Les transferts entre particuliers, le cœur du système

Que font les Togolais avec leur mobile money ? Ils s'envoient de l'argent. Entre eux. Tous les jours. En 2025, les transferts de personne à personne ont atteint 1 258,8 milliards de francs CFA, pour 73,4 millions d'opérations.

C'est le soutien à un proche, l'envoi d'argent à un parent au village, le paiement d'un petit commerçant, le remboursement d'une dette. Sans déplacement, sans attente, sans cash.

Les passerelles avec la banque classique se développent aussi. Les transferts entre comptes bancaires de particuliers et portefeuilles électroniques représentent 207,1 milliards de francs CFA, répartis sur 2,32 millions de transactions. La preuve que banque et mobile money ne se concurrencent plus, elles se complètent.

Un levier d'inclusion financière

Pour les ménages, les petits commerçants, les acteurs du secteur informel, ce taux d'activité de 54,48 % est un signal fort. Il montre que le mobile money participe réellement aux échanges économiques, sans obliger à se déplacer vers une agence bancaire.

C'est l'inclusion financière en action : payer, transférer, recevoir, sans être exclu du système.

Reste un défi : consolider cette dynamique. Élargir l'accès, renforcer la confiance, sécuriser les transactions, rendre les frais plus transparents, et garantir la disponibilité des services jusque dans les localités les plus éloignées.

Le Togo a pris de l'avance. Il doit maintenant transformer cet usage en puissance économique. Car un pays où plus d'un compte sur deux est actif, ce n'est plus un pays qui découvre le mobile money. C'est un pays qui l'a adopté. Et qui peut désormais construire dessus : commerce, épargne, crédit, assurance.

Le Togo n'est plus un suiveur de la monnaie électronique. Il en est devenu l'un des champions.

Prudence AFANOU

BURUNDI

Agathon Rwasa entre dans la course à la présidentielle de 2027

Au Burundi, Agathon Rwasa entend prendre part à l'élection présidentielle de 2027 en tant que candidat indépendant.

Écarté de la direction du Congrès national pour la liberté (CNL) depuis plus de deux ans, l'opposant a officiellement déposé son dossier de candidature auprès de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Une démarche qui pourrait toutefois soulever des interrogations juridiques. En effet, la réglementation électorale impose normalement aux membres des instances dirigeantes d'un parti de démissionner de leurs fonctions avant de pouvoir se présenter en indépendant. Mais Agathon Rwasa estime que la Constitution lui donne pleinement ce droit.

Le paragraphe 3 de l'article 99 est suffisamment clair : après un délai de deux ans suivant l'éviction d'un membre des organes dirigeants d'un parti politique, celui-ci peut se présenter comme candidat indépendant. Il s'agit donc aussi bien d'une destitution que d'une démission, souligne Agathon Rwasa, opposant et candidat indépendant.

Agathon Rwasa avait été écarté de la présidence du CNL le 10 mars 2024, à l'issue d'un congrès extraordinaire organisé à Ngozi sous forte présence policière. L'initiative avait été menée par des députés dissidents qui lui reprochaient notamment de ne pas respecter les statuts du parti et de contribuer à sa division.

L'opposant avait dénoncé une manœuvre politique visant, selon lui, à l'écarter de la course à la présidentielle de 2027. Sa bataille judiciaire contre ses détracteurs n'a toutefois pas abouti, sa plainte ayant été rejetée par la justice.

Mais Agathon Rwasa affirme ne pas avoir perdu le soutien de sa base électorale. Il rappelle notamment les résultats obtenus par son mouvement lors des élections municipales et législatives de 2010, au cours desquelles le CNL était arrivé en deuxième position, dans un scrutin dont l'opposition avait dénoncé les irrégularités.

Pour lui, le soutien des électeurs ne dépend pas nécessairement de l'appartenance à une formation politique.

« Ce n'est pas le parti qui vote, ce sont les individus, ce sont les citoyens. Et la preuve, c'est que j'ai pu réunir 100 millions. Si les gens ont accepté de m'aider à réunir la caution, vont-ils manquer de me soutenir lors de l'élection en question ? »

La course à la présidentielle est désormais engagée. Le président sortant, Évariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir, avait été le premier à déposer son dossier auprès de la CENI. Le premier tour du scrutin est prévu le 3 mai 2027, tandis qu'un éventuel second tour est fixé au 1er juin.

Africanews

ÉGYPTE

Des palestiniens réfugiés vivent toujours dans l'incertitude

Shamma Abu Hussein est probablement l'une des dernières survivantes de son village à avoir connu la Palestine avant la création de l'État d'Israël.

Aujourd'hui âgée de 90 ans, elle vit en Égypte, où trois générations de sa famille ont grandi dans une situation administrative précaire, sans véritable stabilité juridique.

Comme des centaines de milliers de Palestiniens, elle a fui sa terre natale ou en a été chassée en 1948, lors de la création de l'État d'Israël. Un exode massif que les Palestiniens désignent sous le nom de Nakba, ou « catastrophe », et dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui auprès de millions de descendants.

Près de huit décennies plus tard, la guerre à Gaza et les déclarations de responsables israéliens évoquant le déplacement des habitants du territoire ravivent chez elle la crainte de voir se répéter cette tragédie.

« Après toutes les souffrances qu'ils ont endurées, ils veulent maintenant les arracher à leurs foyers », déplore-t-elle.

Depuis sa modeste maison en briques, dans le village de Geziret Fadel, situé dans la province égyptienne de Sharqiya, à environ une heure au nord-est du Caire, Shamma Abu Hussein se souvient encore de son départ forcé de Beersheba, dans le sud de l'actuel Israël.

« Je me souviens de ce que j'ai vécu », confie-t-elle à l'AFP.

Elle raconte cette nuit où les flammes éclairaient le ciel. Dans la précipitation, les anciens avaient installé les enfants sur des chameaux avant de prendre la direction du désert. La famille a marché pendant plusieurs jours, sans nourriture ni eau, pour rejoindre l'Égypte. Sa mère n'a pas survécu à cette fuite.

Le village où ils ont finalement trouvé refuge est devenu au fil du temps une communauté d'environ 4 000 Palestiniens.

Mais si plusieurs générations y ont vu le jour, leurs conditions de vie restent marquées par l'incertitude. Beaucoup se heurtent à des obstacles administratifs pour accéder à l'éducation, aux soins de santé et à différents services publics, étant considérés comme des étrangers plutôt que comme des citoyens.

Des générations privées de perspectives

Dans son salon, Shamma Abu Hussein est assise sur un vieux canapé. Son visage porte encore les traces d'un tatouage bédouin sur le menton. Autour d'elle, enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants se rassemblent. Ils sont nombreux à tenter de reconstituer les souvenirs d'une histoire familiale vieille de près d'un siècle.

À l'extérieur, les ruelles étroites, les habitations inachevées et les canalisations d'eaux usées à ciel ouvert témoignent des difficultés quotidiennes des habitants.

Pour beaucoup, les préoccupations immédiates ne concernent pas seulement le retour sur la terre de leurs ancêtres. L'accès à l'éducation, à l'emploi et à une vie stable constitue désormais une priorité.

Selmi Soliman al-Namouli, 63 ans, père de dix enfants et ouvrier agricole, résume cette situation :

« Je suis né en Égypte. Mon père est né en Égypte. Mes enfants sont nés en Égypte. Pourtant, dès qu'il s'agit de démarches administratives, je suis considéré comme un étranger. »

Le renouvellement des titres de séjour, dont les frais sont payables en dollars américains, ainsi que les frais de scolarité et les autres charges administratives représentent un poids financier considérable pour sa famille.

Faute de moyens, il n'a pas pu envoyer sa fille Asmaa, pourtant brillante à l'école, à l'université.

Son neveu, Farid Khaled al-Namouli, âgé de 25 ans, a lui aussi dû renoncer à poursuivre ses études supérieures.

« Lorsque je suis arrivé au lycée, j'ai commencé à aimer les études et je voulais continuer. Mais je me heurtais constamment à des difficultés administratives », explique-t-il.

Il a finalement abandonné l'école pour travailler dans un magasin de vêtements du village, où de nombreux jeunes connaissent un parcours similaire.

« Une Nakba permanente »

Cette situation dépasse largement le seul village de Geziret Fadel. Selon Lubnah Shomali, de l'organisation de défense des droits des réfugiés palestiniens BADIL, les Palestiniens installés dans différentes régions d'Égypte sont confrontés à des difficultés comparables.

Avant le déclenchement de la dernière guerre à Gaza, les chercheurs estimaient à environ 50 000 le nombre de Palestiniens déplacés lors de précédents conflits et vivant en Égypte. Depuis le début de la guerre, plus de 100 000 autres seraient venus s'y réfugier.

À l'échelle régionale, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, compte 3,5 millions de réfugiés enregistrés en Jordanie, en Syrie et au Liban.

La guerre à Gaza a ravivé les craintes d'une nouvelle Nakba. Mais pour Lubnah Shomali, cette catastrophe ne relève pas uniquement du passé.

« La meilleure façon de décrire la situation des Palestiniens est de parler d'une Nakba permanente, puisque les déplacements de population se poursuivent », explique-t-elle à l'AFP.

Elle dénonce un environnement coercitif dans lequel plusieurs générations de Palestiniens restent privées d'un accès suffisant à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres droits fondamentaux.

De leur côté, les autorités égyptiennes rappellent régulièrement que leur pays a assuré des soins médicaux et un accès à l'éducation aux réfugiés palestiniens. Le Caire réaffirme également son opposition à toute tentative visant à les installer définitivement hors de leur territoire.

Sous la présidence de Gamal Abdel Nasser, les Palestiniens vivant en Égypte bénéficiaient pourtant de conditions relativement favorables, notamment en matière d'éducation et d'emploi.

La situation s'est ensuite durcie après le traité de paix conclu entre l'Égypte et Israël en 1978, puis l'assassinat du ministre égyptien de la Culture, Yusuf Sibai, par des membres du groupe militant palestinien Abu Nidal.

Le droit au retour, au cœur des revendications

Une autre difficulté tient à l'absence de l'UNRWA en Égypte. Contrairement à la Jordanie, à la Syrie et au Liban, où l'agence assure notamment des services éducatifs, elle n'a jamais été présente sur le territoire égyptien.

Pour Dawn Chatty, professeure émérite d'anthropologie et spécialiste des migrations forcées à l'université d'Oxford, cette différence a eu des conséquences importantes sur les perspectives des réfugiés palestiniens.

« C'est l'éducation qui a donné de l'espoir aux Palestiniens », explique-t-elle à l'AFP.

Elle souligne que, dans d'autres pays de la région, l'accès à l'enseignement a permis à de nombreux réfugiés de trouver un emploi à l'étranger et d'aider financièrement leurs familles grâce aux transferts d'argent. En Égypte, cette dynamique n'a pas pu se développer de la même manière.

Les gouvernements égyptiens successifs ont par ailleurs toujours refusé d'accorder massivement la nationalité égyptienne aux Palestiniens, estimant qu'une naturalisation risquerait de compromettre leur droit au retour. Une position que conteste Lubnah Shomali.

Sollicité par l'AFP, le ministère égyptien des Affaires étrangères n'a pas donné suite à sa demande de commentaires.

Malgré près de huit décennies passées en Égypte, Shamma Abu Hussein n'a jamais abandonné l'espoir de retrouver sa terre natale.

Pour cette femme de 90 ans, le retour reste une promesse à laquelle elle continue de s'accrocher.

« Nous avions une belle vie chez nous. Si tout le monde retourne là-bas, je partirai avec eux. »

Africanews


AZANBÔKÔ
M'NA KAZANDO
Profitez des fêtes de fin d'année avec BB Lomé
*Prix de vente détail conseillé • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.
18
650* FCFA BOUTEILLE
600* FCFA BOUTEILLE
600* FCFA BOUTEILLE
650* FCFA BOUTEILLE
PILS
Lager
EKU BAVARIA
AWOUTO Spécial
BB LOMÉ S.A


L'actualité continue sur
www.lanouvellerepublique.net
La Nouvelle République
Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement
L'ATLOG affiche ses ambitions pour le marché malien
COP31 – SOMMET DES DIRIGEANTS MONDIAUX
Faure Gnassingbé voit GRAND
Informez-vous, partout, tout le temps !